



**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE (DAIP) – DEPARTEMENT
MAITRISE D'OUVRAGE**

**OPÉRATION D'EMMÉNAGEMENT AU 15 QUAI ANATOLE FRANCE PARIS
75007**

**MISSION DE DIAGNOSTIC INCENDIE
DE L'IMMEUBLE 15 QUAI ANATOLE FRANCE**

MARCHÉ 25M091

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 – OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 – ALLOTISSEMENT	4
1.3 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ	4
1.4 – DUREE ET DELAIS D’EXECUTION DU MARCHÉ	4
1.5 – LIEUX D’EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
2.1 PIECES PARTICULIERES.....	4
2.2 PIECES GENERALES PROPRES A L’ASSEMBLEE NATIONALE	5
2.3 AUTRES PIECES GENERALES	5
2.4 PIECES FOURNIES PAR LE TITULAIRE	5
ARTICLE 3 – RELATIONS ENTRE L’ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE.....	5
3.1 ACHETEUR	5
3.2 REPRESENTANT DU TITULAIRE.....	6
3.3 – RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	6
3.4 FORMES DES NOTIFICATIONS ENTRE LES PARTIES	6
ARTICLE 4 – PRIX.....	6
4.1-PRESTATIONS FOURNIES GRATUITEMENT AU TITULAIRE.....	6
4.2-CONTENU ET CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	7
4.3-VARIATION DANS LES PRIX.....	7
4.4-APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	7
4.5- PRESTATIONS NON REALISEES.....	7
ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE	7
5.1 DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS D’EXECUTION	7
5.2 CONDITIONS D’INTERVENTION DES SOUS-TRAITANTS	9
5.3 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....	9
5.4 NON DECLARATION D’UN SOUS-TRAITANT	9
ARTICLE 6 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ ET AVANCES.....	9
6.1- RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT	9
6.2- AVANCE	10
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	10
7.1 MODE DE REGLEMENT	10
7.2– COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	10
7.3– REPARTITION DES PAIEMENTS EN CAS DE GROUPEMENT OU DE SOUS-TRAITANCE	10
7.4– PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
ARTICLE 8 – CONDITION D’EXECUTION - CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS, ACCÈS AUX LOCAUX	12
8.1–DELAIS D’EXECUTION	12

8.2– VERIFICATION DES PRESTATIONS	12
8.3– ADMISSION DES PRESTATIONS	12
8.4– ACCES AUX LOCAUX	12
ARTICLE 9 – PÉNALITES.....	13
ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	14
10.1– OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	14
10.2– PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	14
ARTICLE 11 – RESPONSABILITÉS - ASSURANCES	15
11.1– RESPONSABILITES.....	15
11.2– ASSURANCES.....	15
ARTICLE 12 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ.....	15
ARTICLE 13 – CLAUSES DE RÉEXAMEN	16
ARTICLE 14– RÉSILIATION - LITIGES	16
14.1– RESILIATION DU MARCHE.....	16
14.2– PROCEDURE DE MISE EN DEMEURE AVANT RESILIATION	17
14.3– LITIGES.....	17
ARTICLE 15 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	18

ARTICLE PREMIER – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

La présente opération a pour objet l'aménagement et de mise à niveau technique du bâtiment situé au 15 quai Anatole France, Paris 75007, incluant les diagnostics préalables, les audits, l'accompagnement au changement et les travaux nécessaires à l'accueil des services dès 2028.

Le présent marché « **Mission de diagnostic incendie de l'immeuble 15 quai Anatole France** » a pour objet l'approfondissement des connaissances de l'Assemblée nationale en matière de conformité aux règles de sécurité incendie, d'accessibilité et du système de sécurité incendie de l'immeuble situé au 15 Quai Anatole France, Paris VIIème arrondissement.

Les prestations relatives au présent marché notamment le déroulement de la mission, les livrables attendus ainsi que les délais d'exécution sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

1.2 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

1.3 Procédure et forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123 1, R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique (CCP).

Il revêt la forme d'un marché ordinaire mono-attributaire.

1.4 Durée et délais d'exécution du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de trois mois (3) mois à compter de sa date de notification.

Les délais de réalisation de la mission et de remise des livrables sont fixés aux articles 3 et 4 du CCTP. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Assemblée nationale dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

1.5 Lieux d'exécution des prestations

Ensemble immobilier dit 15QAF, sis 15, quai Anatole France, 75007 Paris.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- 1) L'acte d'engagement (AE) du marché établi conformément au modèle joint, dûment complété (par anticipation, il peut être signé et daté par une personne habilitée à engager le candidat), ainsi que son annexe :
 - *Annexe 1 « Répartition des sommes dues entre cotraitants et sous-traitants »*
- 2) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe « protection des données à caractère personnel » ;
- 3) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 4) La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;

2.2 Pièces générales propres à l'Assemblée nationale

- 1) Le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de l'Assemblée nationale ;
- 2) La charte graphique de l'Assemblée nationale ;

2.3 Autres pièces générales

- 3) Le cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, en vigueur à la date de remise des offres. Ce document n'est pas joint au présent marché mais est réputé être connu par le titulaire. Il est consultable sur le site de Légifrance.

2.4 Pièces fournies par le titulaire

- 4) Le mémoire technique présenté sous la forme d'un cadre de réponse technique ;

Ces documents, dont les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi, sont hiérarchisés : en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre où elles sont mentionnées.

ARTICLE 3 – RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1 Acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le **maître d'ouvrage** est le Collège des Questeurs de l'Assemblée nationale. Le représentant de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi administratif, juridique et financier du présent marché est le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale.

La **maîtrise d'œuvre** est assurée par la direction des Affaires immobilières et du patrimoine (DAIP). Toutefois, pour certaines opérations, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de recourir à un maître d'œuvre extérieur.

La **coordination en matière de sécurité et de protection de la santé** (SPS) est assurée par deux coordonnateurs SPS de la direction des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale.

La **coordination pour le système de sécurité incendie** est assurée par la DAIP. Toutefois, dans certaines opérations, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de recourir à un coordonnateur SSI extérieur.

La **brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP)** détachée à l'Assemblée nationale est compétente pour établir les permis feu et poussières, contrôler les travaux thermiques, faire arrêter les tâches ou travaux pouvant induire des risques d'incendie et réaliser des rondes quotidiennes.

Un **contrôleur technique** peut être désigné par le maître de l'ouvrage pour l'exécution de certaines opérations. La décision est prise lors de l'établissement de l'ordre de service concerné.

La liste nominative et les coordonnées des personnels de l'Assemblée nationale, correspondants du titulaire, sont communiquées après notification du marché.

3.2 Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne en son sein un responsable chargé de le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de son exécution.

Le représentant que le titulaire aura désigné, en qualité de responsable de l'exécution des prestations, a capacité suffisante à agir pour le compte du titulaire. Il devra être facilement joignable par téléphone et courrier électronique et présent à l'ensemble des réunions auxquelles il sera dûment convoqué.

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'acheteur de toute modification de l'interlocuteur désigné.

Lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de sept (7) jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les services de la DAIP se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

3.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

3.4 Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire, dès lors que la transmission de ce courrier électronique permet de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

ARTICLE 4 – PRIX

4.1 Prestations fournies gratuitement au titulaire

Outre les facilités dont bénéficie le titulaire pour l'exécution des prestations et son installation dans les conditions prévues dans le CCTP et le CCG-AN, l'Assemblée nationale fournira à titre gratuit les prestations suivantes : eau et électricité, aux points de branchement indiqués par le représentant de la DAIP.

4.2 Contenu et caractéristiques des prix pratiqués

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

Les prestations du présent marché sont rémunérées par un prix global et forfaitaire figurant à l'article 2 de l'acte d'engagement et décomposé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

L'attention du candidat est attirée sur le fait que la rémunération forfaitaire de la mission comprend toute sujétion et tout déplacement nécessaires à l'exercice de cette mission, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS. Elle tient compte notamment du temps passé par le titulaire sur le site et des frais de fonctionnement et de secrétariat nécessaires à l'exécution de cette mission.

Cette rémunération inclut les corrections demandées par l'Assemblée nationale rendues nécessaires pour obtenir des livrables conformes aux exigences du marché.

Le titulaire du présent marché ne pourra pas se prévaloir d'erreurs de quantités ou d'une mauvaise évaluation du besoin pour obtenir une plus-value. Il sera rémunéré selon les prix indiqués dans l'annexe financière, quelles que soient les quantités réellement mises en œuvre.

Les prix de la partie forfaitaire (DPGF) sont forfaitaires définitifs. Ils sont indiqués dans l'acte d'engagement du présent marché.

4.3 Variation dans les prix

Les prix du présent marché sont fermes et non révisables.

4.4 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

4.5 Prestations non réalisées

Le montant des prestations non réalisées, établi à partir des éléments figurant dans la décomposition du prix forfaitaire, sera déduit du prix forfaitaire initial ou corrigé par d'éventuelles modifications du marché.

ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE

5.1 Désignation de sous-traitants en cours d'exécution

Lorsque le titulaire du marché entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4 (dans la dernière version en vigueur) dûment complété et signé en original par les deux parties, et comportant :
 - la désignation précise des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
 - une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
 3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
 4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant via la transmission d'un relevé d'identité bancaire ou postal ;
 5. Attestations de régularité sociales et fiscale ;
 6. Attestation d'assurance en cours de validité ;
 7. Le cas échéant, en cas de recours à des salariés détachés, les justificatifs exigés à l'article L. 1262-2-1 du code du travail, ou à défaut une attestation sur l'honneur indiquant que le candidat n'est pas concerné ;
 8. Le cas échéant, et en application des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 2° du même code (cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail), ou une attestation sur l'honneur indiquant ne pas être concerné ;
 9. Une attestation sur l'honneur de ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ;
 10. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance », ou une mainlevée bancaire.

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante : daip.marches@assemblee-nationale.fr.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jour à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Tout dossier incomplet ne sera pas traité. Le délai des 21 jours sera suspendu jusqu'à ce que le dossier complet soit transmis et validé par le service concerné.

5.2 Conditions d'intervention des sous-traitants

le cas échéant, le sous-traitant dûment accepté et agréé ne pourra intervenir sur le chantier sans avoir préalablement transmis son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) au coordonnateur SPS de l'Assemblée nationale.

Conformément à l'article R. 4532-60 du code du travail, le titulaire est tenu de remettre à son sous-traitant un exemplaire du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS).

5.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants se fait dans les conditions prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire joint au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Rappel : les cessions de créances ou nantissement peuvent faire obstacle au paiement direct des sous-traitants. Il est de ce fait impératif de restituer l'exemplaire unique délivré en vue du nantissement ou de la cession de créances, ou la transmission d'une mainlevée bancaire, lorsque le titulaire envisage de sous-traiter une partie de ses prestations. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est : Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75355 Paris 07 SP

Pour les sous-traitants d'une entreprise du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

5.4 Non déclaration d'un sous-traitant

Conformément aux dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS, la déclaration d'un sous-traitant et son agrément par l'Assemblée nationale doivent impérativement avoir lieu préalablement avant toute intervention sur le chantier.

En cas de non déclaration dûment constatée, le titulaire du marché se verra infliger la pénalité prévue à l'article 9 du présent CCAP ; celui-ci se verra automatiquement interdire l'accès au chantier tant que sa situation n'aura pas été régularisée.

ARTICLE 6 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ ET AVANCES

6.1 Retenue de garantie et cautionnement

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement.

6.2 Avance

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 30 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché (ou à 50% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les prestations sont payées au titulaire conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale.

7.1 Mode de règlement

Les prestations sont payées au titulaire après admission des prestations et constatation du service

Le règlement sera effectué dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

7.2 Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

Tout courrier relatif à une cession de créance sera adressé, par lettre recommandée avec accusé de réception, à Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75355 Paris 07 SP.

7.3 Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

7.4 Présentation des demandes de paiement

7.4.1 Modalités de transmission des factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Une facture transmise en dehors de ce portail sera systématiquement rejetée par les services de l'Assemblée nationale. Une information sera envoyée au prestataire lui demandant de se conformer à cette obligation.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct ou d'un de ses cotraitants à leur obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale peut lui appliquer la pénalité prévue à l'article 9 du présent CCAP.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire dans les conditions prévues à l'article 14 du présent CCAP, le marché pourra être résilié.

7.4.2 Modalités de facturation

Les projets de décompte afférents à chaque ordre de service sont accompagnés, le cas échéant, des factures des sous-traitants, et présentés selon le modèle fourni au titulaire au début du marché.

La facturation est établie mensuellement après service fait.

Les factures afférentes au présent marché sont établies, conformément à l'article 11.3 du CCAG-FCS, et sont déposées sur le portail de dématérialisation e-Factures de l'Assemblée nationale selon des modalités qui leur seront communiquées à l'occasion de la réunion de lancement.

Les demandes de paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

1. le nom ou la raison sociale du titulaire ;
2. le numéro du marché ;
3. le numéro de l'ordre de service ;
4. les montants et taux de TVA légalement applicables ;
5. le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des prestations exécutés par le ou les sous-traitants) ;
6. la date de facturation ;
7. le montant net à payer ;
8. le nom du service destinataire.

Seront annexés à ces factures, les factures des éventuels cotraitants ou sous-traitants ainsi que le récapitulatif de la répartition des sommes entre titulaire ou sous-traitants.

À cette demande d'acompte sera jointe, la répartition des honoraires de chaque prestataire suivant le tableau de la répartition prévu dans l'acte d'engagement.

7.4.3 Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

ARTICLE 8 – CONDITION D'EXECUTION - CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS, ACCÈS AUX LOCAUX

8.1 Délais d'exécution

8.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont précisés dans ordres de services concernés et fixés aux articles 3 et 4 du CCTP. Le titulaire s'engage à les respecter sous peine d'application de pénalité.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de l'ordre de service, transmis par l'Assemblée nationale pour faire valoir toute réclamation sur son impossibilité à respecter les délais indiqués. En l'absence de réclamation dans le délai imparti, les conditions d'exécution précisées dans l'ordre de service sont réputées acceptées par le titulaire.

8.2 Vérification des prestations

Les prestations font l'objet d'une vérification, dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par les représentants du département de maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

Les opérations de vérification ont lieu à l'occasion lors de livraison des prestations. Elles se déroulent selon les dispositions prévues par les articles 27 et 30 du CCAG-FCS, sous réserve des principes énoncés ci-dessus.

8.3 Admission des prestations

À la suite des opérations de vérification, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises par le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou son représentant selon les dispositions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS.

8.4 Accès aux locaux

L'accès aux locaux est réservé aux personnels du titulaire expressément autorisés par l'Assemblée nationale, qui leur délivre un titre d'accès personnel. Ce badge doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Le personnel du titulaire doit toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité émises par l'Assemblée nationale. Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai doit être pris en compte par l'entreprise dans l'organisation de ses effectifs. Les personnels du titulaire sont tenus de porter des vêtements distinctifs comportant de façon lisible le nom de l'entreprise.

ARTICLE 9 – PÉNALITÉS

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution sauf si elle résulte d'un cas de force majeure ou encore si elle résulte du fait de l'Assemblée nationale.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

9.1 Pénalités de retard et autres pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale peut appliquer de plein droit, les pénalités suivantes :

Non-respect du ou des délais d'exécution et de remise des livrables indiqués aux articles 3 et 4 (par jour calendaire de retard)	100 euros
Absence à une réunion où le titulaire est convoqué (par cas constaté)	100 euros
Retard dans la remise d'un des documents (bilan global de l'état de l'exist livrables prévus à l'article 3 et 4 du CCTP) (par jour calendaire)	100 euros
Non remise d'un livrable prévu à l'article 4 du CCTP (par cas constaté)	500 euros
Non déclaration d'un sous-traitant (cette pénalité s'appliquera sans préjudice des autres dispositions du présent CCAP relatives à la sous-traitance et la résiliation) (par cas constaté et par sous-traitant)	5 000 euros
Manquement à l'obligation de dématérialisation des factures sur le portail de facturation électronique de l'Assemblée nationale (par cas constaté)	50 euros
Non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, (par jour calendaire jusqu'à ce que le titulaire ait régularisé sa situation). (par jour calendaire jusqu'à la régularisation)	200 euros
Tout manquement à la protection des données à caractère personnel (article 10.2 du CCAP)	1 000 € par cas constaté

9.2 Modalités d'application des pénalités

L'ensemble des pénalités (retard et autres pénalités) mentionnées à l'article 9.1 du présent CCAP sont cumulables.

Par dérogation aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG-FCS :

- Les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant ;

- Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du montant forfaitaire du marché ;
- Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer les pénalités, il invite par écrit le titulaire à présenter ses observations. Ce courrier précise le ou les retards ou manquements concernés, le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. Ce délai ne peut être inférieur à deux jours ouvrés.

À défaut de réponse du titulaire dans le délai imparti, l'acheteur applique les pénalités.

Si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ou le manquement ne lui est pas imputable, les pénalités s'appliquent. Les pénalités de retard sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités de retard se décomptent en jours calendaires.

Les pénalités peuvent être appliquées sur la facture suivant la constatation des faits sanctionnés.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

10.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité concernant leur activité dans les locaux de l'Assemblée nationale conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

En particulier, le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative aux dispositions architecturales et techniques des bâtiments et à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de ce marché. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Les plans généraux et d'exécution nécessaires à l'exécution des prestations sont propriétés de l'Assemblée nationale et ne peuvent être communiqués que sur autorisation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent marché, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au directeur de la direction des Affaires immobilières et du Patrimoine.

L'usage du logo et de l'identité visuelle de l'Assemblée nationale est prohibé, quel que soit le support.

Tout manquement à cette disposition est susceptible d'entraîner la rupture de marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles, pénales ou administratives.

10.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 5.2 du CCAG-FCS.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent CCAP.

ARTICLE 11 – RESPONSABILITÉS - ASSURANCES

11.1 Responsabilités

Le titulaire du marché, ses sous-traitants et ses fournisseurs sont responsables chacun en ce qui le concerne, de toutes les conséquences pécuniaires directes et indirectes de la responsabilité civile qu'ils encourent en raison de leur activité dans la réalisation de leur part du présent marché.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

À ce titre, il répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1244 et 2270 du code civil.

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

11.2 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9.1 du CCAG-FCS, le titulaire (ou chacun des cotraitants dans le cadre d'un groupement) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG-FCS, avant la notification du marché, le titulaire est tenu de transmettre dans le délai mentionné dans le courrier de demande adressé par l'Assemblée nationale, la preuve de la souscription à des contrats d'assurances le couvrant au regard des garanties susmentionnées, au moyen d'une attestation d'assurances établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Assemblée nationale et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 12 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le

co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

Les documents et attestations exigés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. Ils sont envoyés à l'adresse suivante : daip.marches@assemblee-nationale.fr.

En cas de retard dans la remise de ces documents et attestation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité prévue à l'article 9 du présent CCAP.

Le refus de produire les pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail conformément au présent article expose le titulaire à voir le marché résilié à ses torts dans les conditions prévues à l'article « Résiliation » du présent CCAP.

ARTICLE 13 – CLAUSES DE RÉEXAMEN

En application des dispositions de l'article R. 2194-1 et suivant du code de la commande publique, le marché peut être réexaminé en cours d'exécution.

Des modifications portant sur les prestations faisant l'objet du présent contrat pourraient intervenir (ajout/suppression de prestation), à l'initiative de l'Assemblée nationale ou du titulaire en cas d'événement aux spécificités imprévues ou en cas de nouveaux besoins imprévus. Celles-ci donneraient lieu à la conclusion d'un avenant signé des deux parties.

Ces modifications peuvent porter notamment sur :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations.
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Les conditions de facturation et de paiement resteront inchangées, sauf stipulations contraires prévues dans l'avenant.

ARTICLE 14– RÉILIATION - LITIGES

14.1 Résiliation du marché

Outre les cas prévus au chapitre 7 CCAG-FCS, constituent des cas de résiliation du marché aux torts du titulaire avec, le cas échéant, exécution des prestations à ses frais et risques :

- le refus ou l'absence d'exécution d'une prestation ;
- le constat de défaillances répétées dans l'exécution des prestations du marché ;
- la remise à trois reprises d'un devis non conforme aux dispositions du présent marché ;
- la non-déclaration d'un sous-traitant prévue à l'article 5 du présent CCAP ;
- le non-respect des dispositions de l'article 10 du CCAP relatives à l'obligation de confidentialité et de protection des données personnelles ;
- l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ;
- le manquement réitéré et persistant à l'obligation de transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article 7.4.1 du présent CCAP.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

14.2 Procédure de mise en demeure avant résiliation

Si l'un des cas prévus dans chapitre 7 CCAG-FCS ou à l'article 14.1 du présent CCAP se produit, le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine informe le titulaire de la sanction envisagée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'invite à présenter ses observations dans le délai fixé dans ladite lettre.

Le délai visé à l'alinéa précédent ne peut pas être inférieur à sept jours calendaires et court à partir de la date de réception de la lettre recommandée ou, le cas échéant, de l'envoi électronique.

En cas d'absence de réponse du titulaire dans le délai imparti, il est réputé avoir accepté la décision de l'Assemblée nationale.

Lorsque la mise en demeure est assortie d'un délai d'exécution, ce dernier est fixé dans la lettre recommandée adressée au titulaire.

14.3 Litiges

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Par dérogation aux articles 43.2 et 43.5 du CCAG-FCS, ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur, sous peine de forclusion, dans un délai de 30 jours calendaires.

L'acheteur dispose d'un délai de 60 jours calendaires, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Les litiges relatifs au présent marché sont soumis à la compétence du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 15 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG- FCS ;
- L'article 3.4 déroge au deuxième alinéa de l'article 3.1.1 du CCAG- FCS ;
- L'article 8.1 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS ;
- Les articles 9.1 et 9.2 dérogent à l'article 14.1 du CCAG- FCS ;
- L'article 10.1 déroge aux articles 52.1, 52.7.1 et 52.7.2 du CCAG- FCS ;
- L'article 11.2 déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS ;
- L'article 14.3 déroge aux articles 43.2 et 43.5 du CCAG-FCS.

ANNEXE 1 : PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (cf Fichier PDF joint)